

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 8 Aout 2026

N° 529

PRIX : 100 FCFA

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS N'A RIEN À VOIR AVEC LEUR PRÉTENDUE INDÉPENDANCE NATIONALE



Personnes assistant au défilé de l'Indépendance du 7 Aout à Yopougon.

• **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

L'émancipation des travailleurs n'a rien à voir avec leur prétendue indépendance nationale

Pages 3-11 Côte d'Ivoire :

► Le véritable changement est entre les mains de la classe ouvrière

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- SEG, assassin !
- Jiangsu Zhenhuai : la lutte continue !
- «Opération épervier» : braquage des pauvres !
- La vie dure d'un petit jardinier
- Les travailleurs contractuels du chu de Treichville se font entendre
- Les exploiters tuent en toute impunité pour le profit !

LEUR SOCIÉTÉ

- Des doctorants à Abobo, il y en a à gogo !
- Les discours...et la réalité.
- «Abobo, fer de lance de la salubrité » ?
- Un fait divers qui montre le pourrissement de la société
- Une attaque de plus contre les populations pauvres !
- Racketteurs !
- Ces mouiroirs pour pauvres
- Le prix du carburant grimpe. Et les salaires ?
- L'eau de robinet, c'est seulement pour les riches ?
- La santé des grosses légumes en danger !

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS N'A RIEN À VOIR AVEC LEUR PRÉTENDUE INDÉPENDANCE NATIONALE

C'est en sabrant le champagne que les riches et leurs représentants au pouvoir ont fêté les 66 ans d'indépendance de la Côte d'Ivoire ! C'était la fête pour eux mais pas pour la grande partie de la population, en particulier pour les travailleurs et leurs familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. Que doivent-ils fêter ? La misère ? Les privations ? Les mauvaises conditions de travail ? Les taudis dans lesquels ils vivent ? La cherté du coût de la vie qui réduit à néant leurs maigres salaires ? Le chômage et la précarité du travail ? La galère dans les transports ? La liste de tout ce qui ne va pas pour tous ceux qui sont les « *en bas de en bas* » de la société capitaliste serait trop longue à inventorier.

D'un côté, la richesse coule à flot pour une petite minorité et de l'autre, c'est la misère sans fin pour la grande majorité. Ce sont les deux faces indissociables de la société capitaliste. C'est ce système économique que défendent et qu'ont défendu tous les dirigeants politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis la fin officielle du colonialisme dans ce pays. Certes, les dirigeants de l'État ont changé de couleur de peau, mais l'exploitation et la misère continuent car c'est le même capitalisme qui poursuit son chemin et qui le poursuivra tant que les travailleurs n'y mettront pas fin en prenant conscience que ce sont eux et eux seuls qui pourront changer leur sort.

Indépendance nationale ou pas, ce sont ces capitalistes locaux et surtout internationaux qui ont la mainmise sur les richesses naturelles de ce pays. Ainsi, la production de l'or est entre les mains des capitalistes anglais, canadiens et australiens. Pour le café-cacao, ce sont des multinationales comme Cargill (USA) ou Barry Callebaut (belgo-suisse). Pour le pétrole, ce sont TotalEnergies (France) et Eni (Italie). La production de la banane est contrôlée en grande partie par la Compagnie fruitière (SCB), basée à Marseille, celle de l'hévéa est notamment contrôlée par le groupe Michelin. La production d'électricité est contrôlée par British International Investment, le groupe Bouygues, ainsi que le groupe Aga Khan basé en France. Bouygues contrôle également la distribution de l'eau et de l'électricité. Quant à l'activité portuaire, elle a été rachetée au français Bolloré par l'armateur italo-suisse MSC. La Côte d'Ivoire étant aussi l'un des plus gros importateurs de riz au monde, le principal négociant, CIC, est basé en Suisse. En tête de l'activité bancaire, on trouve les banques françaises, etc.

Nos dirigeants politiques locaux, même s'ils sont à la tête d'un État soi-disant indépendant, ne sont en réalité que des pantins entre les mains des propriétaires de ces grandes firmes. Avec les milliards qu'ils brassent, les gros actionnaires de ces entreprises tentaculaires font la pluie et le beau temps un peu partout dans le monde. Leurs États impérialistes protègent leurs intérêts et sont prêts à intervenir

militairement pour imposer leur suprématie, comme ils le font déjà aux quatre coins du monde.

À côté de ces gros capitalistes issus des pays impérialistes, il y a des capitalistes locaux, dont la prospérité dépend en grande partie des besoins des multinationales dont ils sont souvent les intermédiaires. Pour tous ces gens-là, la Côte d'Ivoire est un eldorado. La prospérité éco-

nomique dont se vantent tant Ouattara et son gouvernement, c'est celle de cette petite minorité qui vit sur un îlot de richesses au milieu d'un océan de misère. Mais il n'est écrit nulle part que ce système économique ignoble est irremplaçable et que les travailleurs sont condamnés à courber l'échine et à travailler durant toute leur vie comme des esclaves pour enrichir toujours plus ces parasites et ces voleurs. Il faut que cette situation change !

LE VÉRITABLE CHANGEMENT EST ENTRE LES MAINS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Sans le travail des ouvriers, des petits employés et de tous ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre, aucune richesse ne pourrait être produite, toute l'économie serait paralysée. Et pourtant ce sont les capitalistes qui dominent et qui imposent leur mode de fonctionnement partout dans le monde. Ils le peuvent parce qu'ils ont des appareils d'État à leur disposition, c'est-à-dire l'armée, la police, la justice, l'administration et bien d'autres institutions.

En Côte d'Ivoire comme ailleurs, pour piller les richesses et exploiter les travailleurs et les petits paysans à moindre frais, les grandes sociétés capitalistes ont besoin d'hommes politiques à leur solde et d'un appareil d'État capable d'écraser toutes révoltes éventuelles. En contrepartie de leur docilité, ces valets du grand capital ont le droit de puiser dans les caisses de l'État et de bénéficier de toutes sortes de privilèges pour eux et leur clan.

Voilà les raisons qui poussent les politiciens professionnels de ce pays à se bousculer au portillon du pouvoir. Pour avoir la meilleure part du gâteau, ils sont prêts à toutes les bassesses et à toutes les combines permettant d'écarter leurs concurrents. Par simple calcul électoral, certains n'hésitent pas à propager des discours haineux et opposer les populations les unes contre les autres, quitte à semer la mort sur leur passage. Et une fois au pouvoir, ils font tout pour permettre aux capitalistes de s'enrichir davantage sur le dos de ceux qui n'ont que leur force de travail pour sur-

vivre. C'est ainsi que Bédié a, par exemple, légalisé la précarisation de la main-d'œuvre. Gbagbo et son Premier ministre Affi N'Guessan ont à leur tour ajouté d'autres mesures d'austérité frappant les catégories pauvres de la population sous prétexte que c'était pour «développer le pays». En arrivant au pouvoir, Ouattara a consolidé tous ces acquis des capitalistes et il veille au grain pour mater toute révolte des travailleurs, des chômeurs et de tous ceux qui sont au bord du gouffre.

Faute d'organisation et de luttes collectives capables de s'opposer à la voracité du patronat, les travailleurs subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées et sont soumis à des contrats de plus en plus précaires. Le salaire de misère se réduit à presque rien face aux prix qui n'arrêtent pas de grimper. Ainsi, la grande majorité des travailleurs vit aujourd'hui dans des bidonvilles crasseux, d'où ils sont d'ailleurs régulièrement chassés au gré des intérêts des riches.

La seule chose qui peut mettre fin à ce cercle infernal, c'est la lutte collective de la classe ouvrière, c'est la prise de conscience de la force qu'elle représente si elle est organisée et déterminée à combattre les causes de sa misère, c'est-à-dire le système capitaliste et ceux qui profitent de ce système criminel. Tous ces ennemis jurés des travailleurs sont en train de danser sur un volcan mais tôt ou tard le trop plein de révolte accumulée leur explosera à la figure ! C'est la meilleure des choses qu'on pourrait leur souhaiter à l'occasion de cette 66^{ème} fête de l'indépendance !

Le quotidien des travailleurs

SEG, ASSASSIN !

Le 1^{er} août, sur un chantier à Abidjan dans la Commune de Cocody, à la Riviera Bonoumin, un travailleur est mort et un autre blessé gravement à la suite d'un accident. Ce chantier appartient à la Société d'Entreprise Générale, SEG. Elle en a plusieurs à travers le pays. Ce travailleur avait travaillé toute la nuit avec son équipe de ferrailleurs. Le lendemain samedi, la direction exigea qu'ils continuent le travail sans même se reposer, sous prétexte qu'il y avait deux dalles à couler. C'est ainsi qu'ils ont continué le travail jusqu'à 16 heures. Il s'avère que les pieds de la toupie à béton avaient un dysfonctionnement et le patron le savait pertinemment, mais il n'a pas jugé nécessaire de réparer. Cette défaillance s'avéra fatale car le troisième pied mal soutenu s'affaissa et la pompe à béton tomba de plusieurs étages pour venir s'écraser sur les travailleurs.

Cette entreprise n'est pas à son premier accident mortel. Sur un chantier à Bonoua, sans aucune protection ni mesures de sécurité, elle a demandé aux travailleurs de descendre dans un trou où la machine continuait de compacter la terre. Résultat, la terre s'est effondrée sur les travailleurs faisant deux blessés graves, aujourd'hui livrés à eux-mêmes. Sur le chantier de la tour « *Entente* » au Plateau, un ouvrier a eu les deux bras broyés par une chute d'objets depuis le 22^{ème} étage.

Après ce dernier accident, craignant une grève sur le chantier, la direction a décrété trois jours de deuil. Il faudra que nous exigeons le paiement de ces trois jours non travaillés et que nous arrêtons tous ses chantiers pour exiger la sécurité au travail. Nous ne sommes pas des esclaves !

JIANGSU ZHENHUI : LA LUTTE CONTINUE !

Le 4 et le 5 août, les travailleurs de Jiangsu Zhenhui ont marqué un arrêt de travail pour exiger, une fois de plus, les bons comptes au patron. Depuis le mois juillet, nous lui avons adressé une liste de revendications dont la déclaration à la Cnps, l'élection des délégués du personnel, le respect du barème du secteur Btp, la journée de travail de 8h heures et non de 10h ainsi que le rappel de tout ce qu'il nous a volé.

Depuis plus de trois semaines, le montant de l'argent qu'il nous doit collectivement a été déposé sur la table du patron, mais il continue à nous tourner en bourrique. Voilà pourquoi, à l'unanimité, les travailleurs togolais et ivoiriens tous ensemble, nous avons encore bloqué le chantier.

De 6h jusqu'à 9h, nous étions assis pour attendre la suite. Voilà que des camarades nous informent que les travailleurs de l'entreprise en charge du bitumage de la voirie étaient en activité sur le chantier.

Nous avons envoyé une délégation pour leur demander d'arrêter le travail, cela malgré la présence des gendarmes avec lesquels il y a eu une discussion houleuse. Finalement, nous n'avons pas réussi à les convaincre.

Une nouvelle rencontre s'en est suivie avec les patrons chinois mais elle s'est terminée avec des blablas sans que rien n'évolue. Cependant, le lendemain, 4 août, nous avons reconduit notre mouvement, pour exiger notamment la réintégration de notre porte-parole que le patron avait mis à la porte. Notre mobilisation a réussi à le réintégrer, même si pour le reste rien n'a évolué.

C'est ainsi que nous nous sommes réunis dans la soirée pour décider ensemble la reprise du travail pour le lendemain. Sauf qu'à devoir continuer à travailler 2h cadeau tous les jours, reste en travers de notre gorge. Donc à cause de ça même, notre moral est bien à la lutte !

«OPÉRATION ÉPERVIER» : BRAQUAGE DES PAUVRES ! (Témoignage)

«Chaque jour la même injustice se répète. Le travailleur se lève très tôt le matin et transpire toute la journée dans les usines et sur les chantiers pour nourrir sa famille. Beaucoup travaillent très tard la nuit. En rentrant à la maison, ils rencontrent un nouveau danger : les braqueurs de l'opération épervier. Les policiers arrêtent les taxis, gbaka ainsi que les pauvres travailleurs qui rentrent à pieds parce qu'ils n'ont pas l'argent du transport.



Personnes raflées à bord du cargo de police.

Ces travailleurs sont devenus la principale cible de la police. Quand un policier t'arrête, il te dit : «personne ne passe, c'est une rafle systématique, tu dois me prouver d'où tu viens et où tu vas». Il ne te demande pas un papier mais deux : la carte d'identité plus une carte de travail. Sauf que beaucoup de patrons refusent de délivrer des cartes de travail à leurs employés pour pouvoir les exploiter et les jeter plus facilement.

En réalité, ces policiers n'ont rien à faire de tes papiers. Ils veulent juste l'argent et ils te demandent de payer entre 2000 et 5000 F. Tout ce que le travailleur a gagné dans la journée, la police le lui arrache. Si tu n'as pas cet argent sur toi ou que tu refuses de le donner, on te fait monter de force dans le véhicule, direction la Préfecture de police.

Cette fois-là, la cellule étant déjà pleine à craquer, on nous a parqué au nombre d'une centaine dans une grande salle sans toilette. Tout se fait dans un coin sur place, tu baignes dans ta saleté. On te demande si tu as quelqu'un à appeler pour venir payer les 5.000 Fr. Dans ce cas, tu es aussitôt libéré. Dans le cas contraire, ton téléphone est confisqué et tu attendras jusqu'au lendemain à 10h pour être libéré, mais à condition que quelqu'un vienne payer ta caution de 5.000 F. Ainsi, on te vole ton argent, on maltraite ton corps et on te fait rater ta journée de travail.

Cette police ne protège pas le peuple qui travaille, elle protège les riches et dépouille les pauvres travailleurs d'usine, des chantiers, des marchés. Les exploiters ont des corps habillés à leur image, ils font aussi les poches aux travailleurs.

À l'occasion de la fête de l'indépendance, le 7 août, certains policiers sont sortis avec de beaux habits bien blancs, mais cela ne les a pas empêché de racketter. Vraiment, l'habit ne fait pas le moine !

LA VIE DURE D'UN PETIT JARDINIER (Témoignage d'un travailleur)

«Avant de devenir un ouvrier du bâtiment, j'ai travaillé durant des années comme jardinier derrière l'aéroport où je résidais. L'endroit est marécageux, parfois il suffit de creuser un mètre pour avoir de l'eau, c'est idéal pour faire de la culture maraîchère, moi je plantais des laitues (salade).

Si tu n'as pas de terrain, celui qui prétend en être le propriétaire met à ta disposition

75 parcelles d'environ un mètre sur trois que nous appelons dans notre langage une butte. À toi de la mettre en valeur. Au final, le 1/3 de la production sera pour le propriétaire de la parcelle et les 2/3 restants pour toi.

Il faut d'abord acheter des semences, insecticides, pesticides, engrais et des arrosoirs d'une contenance d'environ 20 litres.

La tâche la plus dure est l'arrosage : sur chaque bras, tu as un arrosoir d'environ 20 kg. C'est ce qu'il faut déverser sur chaque butte, 3 fois par jour, souvent sous un soleil de plomb. Ensuite, tu as le désherbage, etc.



Maraîchers près de l'aéroport Abidjan, (Photo Olahan).

Au bout de 42 jours, il y a la récolte,

l'emballage, trouver une femme qui se chargera de vendre ta récolte au marché. Il faut louer un véhicule pour amener ta production jusqu'au marché. Au final, si tout se passe bien pour toi, tu te retrouveras avec environ 40.000 F après avoir abattu tout ce travail. Et ce n'est même pas toujours le cas, les producteurs de salades étant nombreux, il arrive que la production du jour dépasse la demande. Dans notre jargon, nous appelons cela «embouteillage». Dans ces cas, tu as tout perdu. Il faut refaire le piquetage en se vidant les poches, en espérant une meilleure vente la prochaine fois.

Ce travail de maraîchage est généralement fait par les travailleurs originaires du Burkina-Faso. La vie est plus dure pour eux. Souvent, ils n'ont pas d'autre choix».

LES TRAVAILLEURS CONTRACTUELS DU CHU DE TREICHVILLE SE FONT ENTENDRE



Le 04 août, les travailleurs contractuels du CHU de Treichville ont fait grève pour réclamer à la direction de l'hôpital des arriérés de salaire liés à la revalorisation du Smig non payés depuis deux ans. Ce sont des ambulanciers, des brancardiers, des filles de salle, des personnels d'entretien, c'est-à-dire des hommes et des femmes indispensables au fonctionnement de

l'hôpital mais qui sont les plus mal payés et qui vivent dans la précarité.

Dès le matin, les travailleurs se sont rassemblés devant l'entrée principale du CHU pancartes en main, bandeaux rouges attachés et ont crié leur ras-le-bol. Ils ont aussi manifesté devant leur direction qui a fait appel à un fort contingent de forces de l'ordre pour venir à bout de la manifestation. Mais devant le refus catégorique des travailleurs de reprendre le travail, cette direction arrogante a été obligée de faire appel aux représentants des travailleurs pour trouver une solution à ce problème.

Finalement les travailleurs ont repris le travail, mais restent mobilisés et prêts à reprendre la lutte car ils savent très bien que la parole d'un tel responsable ne vaut pas plus qu'un pet.

LES EXPLOITEURS TUENT EN TOUTE IMPUNITÉ POUR LE PROFIT !

Le 29 juillet, un ouvrier a perdu la vie après avoir chuté du 16^e étage d'un immeuble en construction à Marcory Zone 4. Comme c'est le cas le plus souvent, les dispositifs de sécurité étaient quasi inexistant.

D'ailleurs, ce drame n'est pas le premier sur ce chantier. Un vendeur de café ambulant avait aussi été grièvement touché à la tête par une planche tombée du haut de ce même immeuble en construction.

Les patrons font le maximum de profits, y compris sur le sang des travailleurs. Les chantiers où les mesures de sécurité sont

un peu respectées, c'est là où les travailleurs sont organisés.

Leur Société

DES DOCTORANTS À ABOBO, IL Y EN A À GOGO !



Corvée d'eau dans un quartier d'Abidjan.

La question de *«l'alimentation en eau potable du Grand Abidjan»* a fait l'objet d'une *«soutenance de thèse»* à l'université Nangui Abrogoua. Les médias en ont parlé parce que le doctorant est l'actuel DG des *«Forêts et de la Faune»* et qu'une représentante du ministre des Eaux et Forêts était présente.

Que des gens réfléchissent sur un problème aussi vital que celui de l'eau potable, il n'y a pas de mal à cela, bien au contraire. Mais si c'est pour faire semblant d'apporter des

solutions et de faire des blablas, ça ne sert pas à grand-chose.

Il y a des dizaines de milliers de familles qui vivent le calvaire de l'eau, soit parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer un compteur d'eau, soit parce que l'eau est fréquemment coupée dans leurs quartiers. Elles se débrouillent comme elles peuvent. Les enfants des pauvres savent, par exemple, à quelle heure tardive il faut se lever la nuit pour aller chercher de l'eau, comment remplir les bidons et combien c'est fatigant de les transporter sur la tête, etc. Franchement, on peut dire qu'ils méritent tous un doctorat avec la *«mention très bien»* !

Au gouvernement et dans la haute administration de l'État il y a certainement pas mal de thésards mais ce qu'ils méritent c'est autre chose que des mentions. Qu'on les envoie habiter dans les quartiers insalubres pour qu'ils goûtent à leur tour le bonheur de vivre sans eau, sans électricité et le ventre vide !

LES DISCOURS...ET LA RÉALITÉ



Ouvriers dans une usine d'égrenage de coton à Korhogo.

Le Directeur général du *«Conseil Coton Anacarde Karité»* (CCAK) a fait un discours pompeux *«sur l'importance de la santé et de la sécurité au travail»*. *«La protection du capital humain, a-t-il déclaré, est au*

cœur de la stratégie de la Direction Générale (...). La sécurité au travail (...) est avant tout un impératif pour le bien humain...». De qui se moque-t-il ?

Prenons l'exemple du coton dont la Côte d'Ivoire est l'un des cinq plus grands producteurs en Afrique. Il est essentiellement produit par plusieurs dizaines de milliers de petits paysans dans des conditions révoltantes. Chacun possède en moyenne deux à trois hectares de champ de coton. Le travail ne manque pas, toute la famille y participe, y compris les enfants. On utilise toutes sortes de produits chimiques : des désherbants, des insecticides dont le Gly-

phosate, le Kalach ou la Cypermétrine que leur fournissent les industries d'égrenage. Tous ces produits sont hautement toxiques et peuvent provoquer des cancers et des troubles neurologiques.

Dans les usines d'égrenage de coton, des ouvriers sont aussi au contact de produits tout aussi dangereux. Les moyens de protection mis à leur disposition sont complètement dérisoires. Il arrive donc souvent

qu'ils s'évanouissent en plein travail. Même les magasiniers qui gèrent les zones de stockage en souffrent.

Les dirigeants de ces entreprises peuvent toujours faire des discours sur la sécurité et la santé au travail mais ce qui les intéresse avant tout, c'est le profit qu'ils font sur le dos des petits paysans et des travailleurs avec la complicité des autorités politiques.

«**ABOBO, FER DE LANCE DE LA SALUBRITÉ** » ? PLUS C'EST GROS, PLUS C'EST MENSONGER !



Du cinéma autour du lancement de la « semaine nationale de la propreté » à Abobo.

Le samedi 1^{er} août 2026, la commune d'Abobo a lancé «*le coup d'envoi officiel de la 10^e édition de la Semaine Nationale de la Propreté*». La maire de la commune, Kandia Camara, a fanfaronné sur la propreté de sa commune et demandé aux populations de «*ne pas jeter les déchets dans les caniveaux*», «*d'utiliser les bacs à ordures*». Sauf qu'à l'intérieur des quartiers, il n'y a le plus souvent pas de caniveaux et encore moins de bacs à ordures !

Elle dit qu'une «*ville propre est synonyme de santé...d'un cadre de vie épanouissant pour nos enfants, etc.*». Ah bon ? On ne le

savait pas ! On comprend pourquoi ni elle, ni son devancier à la mairie d'Abobo n'ont jamais habité dans cette commune !

À Samaké, en plein centre d'Abobo, comme un peu plus loin vers PK 18, pour ne prendre que ces deux quartiers, il faut attendre jusqu'aux environs de deux heures du matin pour avoir un peu d'eau au robinet. Quant à l'électricité, la tension varie tellement qu'il arrive souvent que les ampoules se mettent en veilleuse. En ce qui concerne la voirie, la situation n'est guère meilleure.

La mairie d'Abobo n'est certes pas responsable de toutes ces défaillances car certaines incombent à l'État. Cependant, il y a des choses qui sont de sa responsabilité : le nettoyage des rues, le ramassage des ordures, le curetage des caniveaux, l'installation des bacs à ordures, etc. Mais madame la maire et ses acolytes préfèrent fanfaronner sur la santé publique et faire des poses photo pour qu'on parle d'elle. En attendant, de nombreux habitants continuent de vivre au milieu des immondices et des caniveaux qui ne sont jamais nettoyés.

UN MINISTRE QUI NE RISQUE PAS D'ATTRAPER UN SURMENAGE !

Un accident de circulation dans la région du Bafing a fait 39 morts et plusieurs blessés. La seule chose que le ministre en charge du transport a trouvé à dire c'est de demander aux passagers de refuser de monter dans des véhicules de transport en état de surcharge. Il y a des policiers partout sur les routes mais ce n'est pas pour

régler la circulation ni pour faire respecter certaines règles de sécurité routière. Ils passent leur temps à racketter les transporteurs. Comment s'étonner que dans ces conditions les véhicules qui sont parfois de vrais tombeaux roulant continuent de rouler ! Le ministre du transport est peut-être trop occupé à se tourner les pouces ?

UN FAIT DIVERS QUI MONTRE LE POURRISEMENT DE LA SOCIÉTÉ

À Ouellé, une localité du centre-est, un jeune homme qui s'était rendu dans une maison close pour des rapports tarifés y aurait été poignardé à mort après une altercation avec des prostituées. Dans les heures qui ont suivi le décès, des groupes de jeunes se sont attaqués à plusieurs sites identifiés par eux comme des lieux de prostitution. Des bâtiments ont été saccagés et certains incendiés, tandis que plusieurs femmes ont été prises pour cible.

Ce fait divers a servi de prétexte pour stigmatiser et vouer à la vindicte populaire une frange pauvre de la population. Les prostitués de cette localité sont en majori-

té anglophones et originaire du Nigeria. Si les deux filles soupçonnées de l'assassinat sont déjà entre les mains de la gendarmerie, il n'est fait aucun cas de l'arrestation de ceux qui ont mené et conduit ces attaques ignobles contre ces femmes.

Personne ne vend son corps par plaisir. C'est le manque de perspective, la misère morale et physique qui poussent les femmes à se prostituer. Tant qu'on ne mettra pas fin aux causes profondes de cette pratique dégradante, ce n'est ni la répression, ni les bonnes paroles qui y mettront fin.

UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES POPULATIONS PAUVRES

Le ministre des Eaux et Forêts a voulu interdire aux petites gens de creuser un puits chez eux. Cela a fait naître des inquiétudes au sein de la population pauvre car pour beaucoup de familles c'est souvent le seul moyen d'avoir accès à l'eau. L'inquiétude a été d'autant plus vive que la population a senti que cette mesure allait se traduire par des abus de la part des agents eaux et forêts, leur donnant la possibilité de racketter les pauvres.

Face à l'indignation que cette mesure a provoqué, le ministre a reculé en précisant que *«l'eau des ménages ne sera ni taxée ni soumise à autorisation»*.

Ceux qui siphonnent littéralement l'eau des nappes phréatiques, ce sont les industries, notamment les exploitations minières. Mais face à elles, le gouvernement se fait tout petit !

RACKETTEURS !

Des vidéos de l'assassinat d'un jeune livreur à coups de couteau par ses agresseurs qui lui volaient sa moto ont fait le tour des réseaux sociaux. La solution trouvée par les autorités, c'est maintenant d'arrêter les motos en pleine circulation, soi-disant pour contrôle de papiers. Souvent, les motocyclistes sont ainsi rackettés entre 5.000 et

10.000 f pour éviter une mise en fourrière. Du coup, il est courant de voir en pleine circulation des course-poursuites dangereuses qui peuvent finir par des accidents.

Les livreurs, en plus de se faire exploiter par Uber et autre Yango, sont la cible de policiers véreux !

CES MOUROIRS POUR PAUVRES

Le 1er août, une maman, arrivée à terme, se rend à l'hôpital général de Sikensi pour accoucher. Très rapidement, sa situation se dégrade, il faut une césarienne de toute urgence. Sauf qu'il n'y a pas de médecin

sur place pour la faire. Elle est alors évacuée vers l'hôpital de Bôdô, une localité proche. Mais avant, il faut que les parents cotisent pour payer la somme de 25.000F exigée pour le transport en ambulance. À

peine embarquée, elle décède sur le chemin. À la morgue de Sikensi, il est exigé des parents de la défunte la somme de 100.000 francs, en plus des 30.000 payés pour sortir le corps de l'hôpital.

Ce scandale a tellement fait parler dans les réseaux sociaux que le ministère de la san-

té s'est vu obligé d'envoyer des représentants verser quelques larmes de crocodile auprès de la famille de la défunte.

Combien de cas similaires se produisent dans ces soi-disant hôpitaux publics sans qu'on en parle ?

LE PRIX DU CARBURANT GRIMPE. ET LES SALAIRES ?

Depuis le 1er août, le prix du super a encore augmenté de 30 F et le gasoil de 25 F. Déjà au mois de mai, le gasoil avait augmenté de 25 F et le super de 55 F, entraînant une augmentation générale des prix de marchandises consommées par les travailleurs.

La logique la plus élémentaire voudrait que nos salaires suivent ces augmentations. Mais ce n'est pas dans la logique du patronat et du gouvernement dont l'objectif est toujours de faire la poche des travailleurs.

L'EAU DE ROBINET, C'EST SEULEMENT POUR LES RICHES ?

À Yopougon-Gesco-Micao, un quartier à proximité de la zone industrielle, l'eau potable est devenue une denrée rare. Une jeune fille rapporte : *«Pour avoir de l'eau, il faut se lever à 1h du matin. On va en chercher dans des points de vente situés à des centaines de mètres avec des bassines qu'on porte sur la tête. La nuit on ne dort pas. Rien que pour l'eau, il faut dépenser*

plus de 20.000 F dans le mois. La journée aussi, il faut aller se chercher».

Les autorités font comme si de rien n'était, mais le jour où la goutte d'eau fera déborder le vase, elles ne pourront plus faire semblant de ne pas être au courant de la souffrance des habitants.

LA SANTÉ DES GROSSES LÉGUMES EN DANGER !

Pour préparer la célébration du 66^{ème} anniversaire de l'indépendance qui se tient cette année dans la commune de Yopougon et donc la venue prochaine de toutes les grosses pointures du gouvernement et de la notabilité, l'Institut National de l'Hygiène Publique a procédé depuis le 5 août à la destruction des gîtes larvaires et des sites de reproduction des moustiques.

Personne ne croit que c'est la préoccupation de la santé de la population qui provoque cette envie soudaine de combattre

les moustiques, mais plutôt le fait que les grosses légumes vont passer quelques heures à Yopougon et ont peur de se faire piquer par les moustiques qui pullulent dans ces lieux insalubres où vivent les gens du peuple.

Après les fêtes, on revient à la «normale», les pauvres pourront de nouveau continuer à mourir tranquillement du palu et autres maladies liées à la saleté sans que ça ne fasse trop de bruit dans les oreilles des riches et des gouvernants.

LE PRIX DE LA NULLITÉ, ÇA EXISTE ?

Un instituteur, fils d'instituteur lui-même, a transformé l'école de fortune où il a été

affecté en une école digne avec 12 salles de classes et autres commodités, cela avec

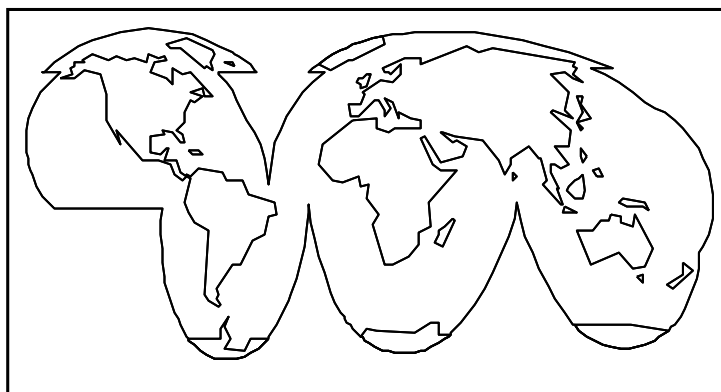
l'aide des parents et des gens de bonne volonté.

C'est normalement la tâche de l'État de mettre à la disposition des élèves, des écoles dignes de ce nom. Mais quand on voit dans quel état sont les écoles dans les quartiers populaires, il est clair que ces gens qui défilent au gouvernement ont

d'autres chats à fouetter, notamment à servir les intérêts des riches.

Voilà que le ministre de l'Éducation Nationale donne le «*prix de l'excellence*» à cet instituteur. À ce ministre et à son gouvernement, on devrait peut-être leur décerner le bonnet d'âne !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.